

L'agriculture n'est pas seule à combattre la PA 2022+



Une coalition de plus en plus large se bat contre la Vue d'ensemble sur la politique agricole du Conseil fédéral.

V. GREMAUD

Vincent Gremaud

Une «Alliance pour une agriculture durable» s'est formée. Aux côtés de l'Union suisse des paysans, la protection suisse des animaux ainsi que des transformateurs du premier échelon s'inquiètent de l'orientation prise par la politique agricole.

«Il faut des mesures efficaces pour augmenter la création de valeur au niveau agricole: une part nettement plus importante des prix payés par le consommateur doit revenir aux paysans.» Cette revendication ne vient pas du monde agricole, mais bien de la Protection suisse des animaux (PSA). Son directeur, Hansuli Huber, s'est exprimé le 28 novembre dernier à Berne lors d'une séance d'information organisée à l'attention des médias par l'Union suisse des paysans (USP). «Comme les 78,7% des citoyens qui ont voté oui le 24 septembre, nous, les amis et les protecteurs des animaux, comptons maintenant sur un renforcement d'une agriculture paysanne, pro-

che de la nature et respectueuse des animaux», a insisté Hansuli Huber, tout en critiquant la volonté affichée par le Gouvernement d'ouvrir les frontières. Pour le directeur de la PSA, il faut lutter contre le commerce mondial de produits excédentaires subventionnés «issus d'usines agricoles et de fabriques d'animaux».

Une alliance large

Sous le titre «Alliance pour une agriculture durable», la conférence de presse a démontré que les agriculteurs n'étaient pas les seuls à s'ériger contre les lignes directrices de la Politique agricole 2022+ esquissée le 1^{er} novembre dernier par Johann Schneider-Ammann. Une coalition se forme autour des producteurs, réunissant des représentants politiques de tous bords, des défenseurs des animaux et des transformateurs de denrées alimentaires, tels que les fromageries, les sucreries ou les moulins.

Hansjörg Knecht, conseiller national (UDC/AG) et directeur du moulin Knecht Mühle AG à Leibstadt (AG), a également pris la parole lors de la séance d'information de l'USP: «Nous sommes dans le même bateau que l'agriculture». En insistant

sur le fait que les céréaliers seraient particulièrement touchés par une ouverture aveugle des marchés, il a estimé que la production de denrées alimentaires ne devait pas être réduite à une question purement économique: «La sécurité alimentaire ne peut pas être déléguée».

Agricultrice bio et conseillère nationale (Verts/BL), Maya Graf a fustigé l'orientation prise par le Conseil fédéral: «Le focus est mis de façon beaucoup trop prononcée sur le libre-échange et l'économie d'exportation». En tant que coprésidente de Hochstamm Suisse, elle redoute les conséquences gravissimes de l'abandon des protections douanières sur l'arboriculture indigène. Une crainte partagée par Jimmy Mariéthoz, directeur de l'Union maraîchère suisse (UMS): «Contrairement à leurs concurrents européens, les maraîchers helvétiques ne profitent que marginalement d'aides étatiques tels les paiements directs». Le directeur de l'UMS a également relevé que les coûts de productions suisses, notamment au niveau des salaires, ne permettent pas aux maraîchers d'être concurrentiels.

Accompagnés de Josef In-fanger, paysan de montagne à

Engelberg (OW), divers représentants de l'USP ont exposé leurs griefs à l'encontre des plans du Conseil fédéral: Markus Ritter, président, Francis Egger, responsable du secteur Economie, politique et relations internationales et Christian Schönbächler, président de la Commission des jeunes agriculteurs.

La durabilité au centre

Membre du comité de l'Union suisse des paysannes et des femmes rurales, Anne Challandes, a rappelé que «si le Conseil fédéral persiste dans cette voie, sur quatre exploitations à remettre, trois disparaîtront».

Dernier intervenant, Jacques Bourgeois, directeur de l'USP, a insisté sur l'objectif visé par chacun au sein de l'alliance: «Nous voulons une agriculture durable! Durable pour le bien-être animal et la protection de l'environnement, durable pour la diversité des structures et des branches de production, durable économiquement et socialement pour les familles paysannes et durable avec des perspectives d'avenir pour les jeunes agriculteurs». Le Conseil fédéral est appelé à poursuivre le développement de la politique agricole dans ce sens.